

trique il est certain que nous ne pourrions utiliser immédiatement le surplus de courant que nous donnerait ce canal harnaché. Nous serions alors vivement tentés de le louer à nos voisins. En ces matières tout louage est une vente pure et simple. Déjà nous exportons du pouvoir et il est entendu que jamais nos voisins ne consentiront à ce que le marché soit discontinué.

Nous serions donc en pratique des fournisseurs obligés et le jour où pour activer notre développement, nous aurions besoin de ce pouvoir moteur, il nous serait impossible de l'obtenir.

En nous jetant tête baissée dans cette affaire, nous risquons donc de paralyser notre futur développement national dans une partie pour le moins du pays.

L'autre aspect du problème n'est pas moins grave. Nos voisins américains vont même jusqu'à offrir de défrayer le coût de la canalisation, parce qu'ils savent bien que notre situation financière n'est pas si brillante qu'elle puisse nous autoriser à nous lancer dans de tels travaux.

Ces offres veulent dire au moins deux choses : que les États-Unis veulent absolument du

canal et qu'il y a danger que notre fleuve tombe sous leur contrôle, ou du moins devienne une voie purement internationale. Si nous allions consentir aux avances américaines nous donnerions prise à la raison de "celui qui a payé" ; si nous payons notre part, nous nous mettons en face de la loi du plus fort.

C'est Louis XIV qui le disait : les meilleurs traités ne valent rien s'ils ne sont appuyés sur une puissance militaire. On trouvera toujours un motif pour les interpréter selon les désirs du plus fort.

Nous en sommes là.

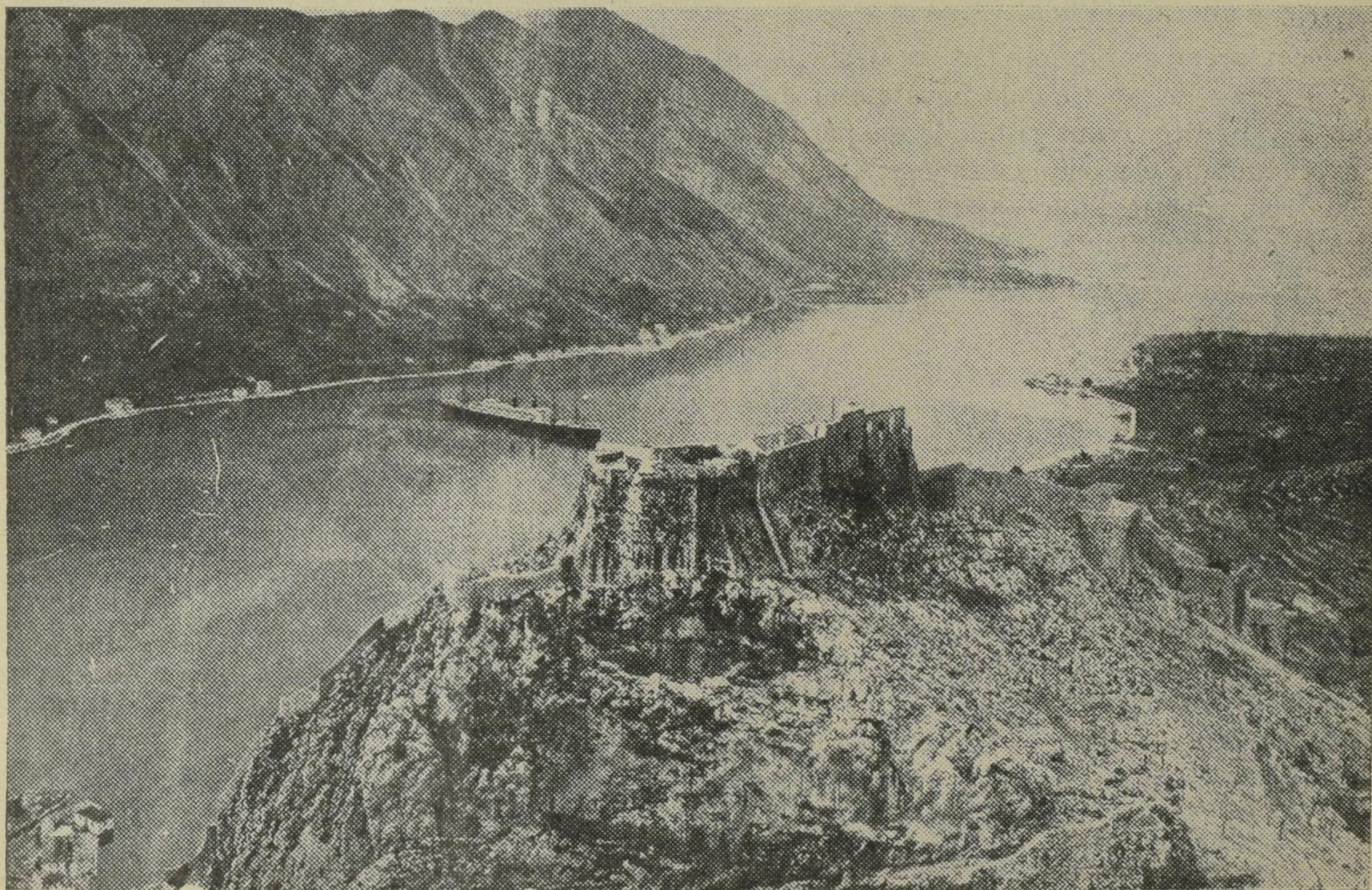
Nous est avis qu'au point de vue canadien, si nous devons construire un nouveau canal, l'intérêt commande de le faire entièrement en territoire canadien, même s'il nous en coûtait plus cher.

Pour permettre à la navigation de mieux servir l'Ouest n'avons-nous pas déjà le projet du canal de la Baie Georgienne ?

Que faisons-nous de ce projet ? On en discutait il y a cent dix ans ; aujourd'hui nos voisins nous le font oublier.

Revenons donc à nos projets et à nos intérêts.

Thomas POULIN.



VUE DES BOUCHES DU CATTARO, EN DALMATIE.